

REPUBLIQUE



TOGOLAISE

**CONSEIL DE SECURITE
DES NATIONS UNIES**

BRIEFING UNOCA/LRA

INTERVENTION DE

**S.E.M. LIMBYE KADANGHA-BARIKI
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT**

Monsieur le Président,

Ma délégation voudrait tout d'abord présenter ses sincères félicitations à l'UNOCA pour le travail accompli dans le cadre du renforcement de la coordination entre l'ONU et ses partenaires dans la sous-région en vue de promouvoir une approche sous-régionale intégrée des questions sécuritaires et faciliter les échanges d'informations.

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs années déjà, les pays de l'Afrique centrale se sont investis sans relâche, avec l'appui considérable de la Communauté internationale, dans la reconstruction d'une architecture régionale de paix et de sécurité.

Cette stratégie, n'a pas certes, apporté à ce jour, des résultats escomptés, mais elle a permis de garantir la stabilité d'un certain nombre de pays de la région.

A cet égard, mon pays se félicite du climat d'apaisement qui prévaut actuellement dans la plupart des pays concernés et salue les efforts consentis par les Gouvernements, les différentes Missions des Nations Unies ainsi que tous les partenaires pour atteindre ces résultats.

La tendance actuelle vers l'apaisement, que l'on constate dans plusieurs pays de la région, ne saurait nous empêcher d'exprimer notre profonde préoccupation face à la poursuite des combats dans l'Est de la République Démocratique du Congo, en particulier dans le Nord-Kivu, une situation qui constitue une grave menace à la stabilité de la Région toute entière.

Ces combats qui opposent actuellement les Forces Armées de la République Démocratique du Congo et le groupe armé dénommé M23 sapent considérablement tous les efforts consentis ces dernières années en vue de ramener durablement la stabilité dans cette partie de la RDC. Ils sont également à l'origine de la détérioration inquiétante des relations entre ce pays et le Rwanda.

Face à cette situation particulièrement inquiétante, le Togo invite les deux pays à éviter de poser tout acte pouvant conduire à la confrontation directe et à renouer, sans délais, un dialogue franc et sincère en vue de préserver la paix et la sécurité régionales.

Mon pays estime qu'en vue de faire résolument face à la situation particulière de la RDC, une des solutions reste la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) qui devrait s'accompagner d'un programme de Désarmement, de Démobilisation, du Rapatriement, de Réinsertion et de la Réintégration (DDRRR), les deux processus étant indispensables à la consolidation de la paix et de la sécurité.

Monsieur le Président,

Les pays de l'Afrique Centrale, mais aussi ceux de l'Afrique de l'Ouest font face aujourd'hui à de nouvelles menaces à la sécurité que sont la piraterie en mer et les vols à main armée aux larges du Golfe de Guinée ainsi que le trafic des armes légères, et autres armes sophistiquées.

Ces menaces transversales à la sécurité constituent de graves motifs d'inquiétudes, et nous interpellent tous. Elles appellent de notre part une forte mobilisation, des réponses fortes ainsi qu'une coopération étroite entre les pays des régions touchées.

Nous nous réjouissons de ce que le Conseil de sécurité ait réagi promptement face à cette situation par l'adoption de plusieurs résolutions dont celle du 29 février 2012.

L'engagement des dirigeants de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Centre à combattre ce fléau devrait se traduire par les décisions qu'ils prendront au cours du prochain Sommet régional consacré à la lutte contre la piraterie en mer.

Mon pays salue les initiatives de l'UNOCA à cet effet et l'invite à assister davantage les Etats de la région en vue du succès de ce Sommet.

Monsieur le Président,

L'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), ce groupe armé responsable des pires atrocités commises particulièrement sur les femmes et les enfants, lesquels sont systématiquement séquestrés, forcés à commettre des horreurs, les enfants filles utilisés comme esclaves sexuelles, constitue également une grave menace à la paix et la stabilité de certains pays de l'Afrique Centrale et de l'Est, notamment l'Ouganda, la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine et le Soudan du Sud.

Même si le degré de nuisance de ce groupe terroriste a été considérablement réduit en 2011, en raison des efforts concertés des Gouvernements concernés et de la communauté internationale, il n'en demeure pas moins qu'il reste actif dans certaines zones comme la Province Orientale de la RDC où plusieurs attaques meurtrières menées par ce groupe ont été enregistrées ces derniers mois.

Ce climat d'insécurité ne fait qu'aggraver les problèmes humanitaires que connaît la région. On signale l'existence de plus de 445.000 personnes déplacées du fait des activités de la LRA, qui sont exposées à la faim et à la malnutrition.

Nous encourageons les pays de la région à travailler avec les organisations humanitaires, en assurant leur sécurité, afin de leur permettre de venir en aide à ces centaines de milliers de déplacés.

Nous nous félicitons de la ferme détermination affichée par les pays affectés à mettre en commun leurs efforts afin de lutter plus efficacement contre la LRA. Le renforcement de leur système d'alerte précoce devrait pouvoir aider à échanger les informations et à agir de façon concertée.

Nous nous réjouissons également de la récente arrestation, sur le territoire de la RCA, par les forces armées ougandaises, de **Caesar Acellam Otto**, un des responsables de la LRA. Il s'agit, à n'en point douter, d'une victoire non négligeable dans la traque engagée contre ses combattants. Si le Togo admet qu'une amnistie accordée à un certain nombre de combattants de ce groupe pourrait contribuer au règlement de la question, il estime cependant que les principaux responsables de la LRA ainsi que tous ceux qui sont accusés de crimes graves devraient répondre de leurs actes devant la justice.

Par ailleurs, nous nous félicitons de la réponse ferme apportée par l'Union Africaine dans la lutte contre la LRA, qui a inauguré le 24 mars dernier à Djouba, capitale du Soudan du Sud, la mise sur pied d'une force militaire de **5000 hommes** ayant pour mission de mettre définitivement fin aux activités de ce groupe, y compris de traquer et intercepter son Chef **Joseph Kony**, recherché par la justice internationale pour ses nombreuses exactions contre des enfants en Afrique Centrale.

Les efforts conjugués de l'Union Africaine et de l'UNOCA, avec le soutien d'acteurs régionaux et internationaux, dans le cadre d'une stratégie régionale de lutte permettront, à coup sûr, de faire efficacement face à ce défi lancé par la LRA.

A cet égard, nous voudrions adresser nos remerciements aux pays et organisations tels que les Etats Unis, l'Union Européenne ainsi que tous les partenaires et donateurs qui fournissent actuellement un grand appui logistique et financier dans la lutte contre la LRA.

Ma délégation lance, par la même occasion, un appel pressant en vue d'une plus grande mobilisation de la communauté internationale pour relever le défi sécuritaire et humanitaire posé par la LRA depuis plusieurs années déjà.

Je vous remercie !